



RP1606

**Complexe NOOR d'énergie solaire
à Ouarzazate - Maroc**



**PLAN D'ACQUISITION DE TERRAIN
POUR L'ADDUCTION D'EAU BRUTE
(PAT WATERESIA)**

Mars 2014

Sommaire

Executive Summary	3
I. Introduction	4
II. Description du projet et Objet du plan d'acquisition des terrains	5
III. Enquête Socio-économique	6
IV. Cadre juridique régissant l'acquisition des terrains et les procédures pour indemnisation et compensation au Maroc.....	6
V. Procédures d'acquisition des nouvelles parcelles de terrains et d'indemnisation	9
VI. Consultation et participation communautaire.....	12
VII. Description de la compensation et autre assistance à la réinstallation des populations....	13
VIII. Valeur des actifs.....	13
IX. Arbitrage / Système de gestion des conflits	14
X. Responsabilités institutionnelles pour l'exécution du plan de réinstallation	14
XI. Calendrier, monitoring et mise en œuvre	14

Executive Summary

In the framework of Morocco's Solar Plan, the Moroccan Agency for Solar Energy (MASEN) is leading the realization of a 500 MW power solar complex (the Project) to be built near the city of Ouarzazate, in the south-east of the country. The project requires the construction of raw water supply infrastructure from the Mansour Eddahbi dam to the complex.

The infrastructure will include a) a pipeline bringing raw water from the dam Mansour Eddahbi to a storage reservoir situated in the NOOR complex, on a linear of 18.730 ml, and a variable hold of 50 m; an intake in the restraint of the dam; c) two pumping stations; d) one settling station; e) a water pipe from the dam to the on-site storage reservoir, f) the power supply for water equipment; and g) a road access along this pipe.

The project crosses the NOOR solar complex on about 6km 530m and land outside of the site for about 12km 200m. Total amount of land to be acquired has surface of 55 ha 86a, over 13 lots, of which some fall under public water domain, some under the public road domain, and some under collective ownership. Construction on the land which is under collective ownership will only begin once the compensation payment has been made to DAR.

The project crosses lands that are neither inhabited nor being cultivated. The use of water is defined in an agreement between Masen and ABH-SMD (*l'Agence du Bassin Hydraulique de Souss-Massa-Draa*), in order to ensure that the pipeline will not to have any impact on other users of water coming from the dam Mansour Eddahbi.

As the project is financed by the World Bank, the construction of all associated infrastructure falls under Bank operational policies. This document addresses the requirements of World Bank Operational Policy 4.12 related to the social impacts of World Bank financed projects, specifically in relation to any involuntary resettlement, involuntary land acquisition and socio-economic impacts stemming from the construction and operation of the water supply infrastructure described above.

The World Bank Operational Policy 4.12 on involuntary resettlement is triggered. Although no people will be physically displaced, the policy requires the preparation of the current document related to the displacement of potential economic activities related to land acquisition.

The present Land Acquisition Plan (LAP, *Plan d'Acquisition des Terrains, PAT*) focuses on the modalities of land acquisition purchase, including a) project description; b) land ownership survey; c) applicable Moroccan legislation; d) compensation; e) consultation; grievance redress mechanisms; f) implementation modalities.

I. Introduction

Afin de s'affranchir de la dépendance aux énergies fossiles, le Royaume du Maroc met en œuvre une stratégie de grande envergure dans le secteur de l'énergie électrique visant à augmenter la production des énergies renouvelables. A l'horizon 2020, les capacités installées éolienne, hydraulique et solaire représenteront chacune 2000 MW, ce qui équivaut à 42% de la capacité globale à cette date.

Le programme de développement des 2 000 MW d'énergie électrique solaire a été confié à une société anonyme à capitaux publics nouvellement créée, dénommée *Moroccan Agency for SolarEnergy* (MASEN), en vertu de la loi marocaine n°57/09. Ce programme est destiné à satisfaire prioritairement les besoins nationaux du Maroc, à travers l'Office National de l'Électricité et de l'Eau potable (ONEE) – principal client.

Constituant la première réalisation du programme de développement des énergies renouvelables, la construction d'un complexe de production par énergie solaire d'une puissance de 500 MW (le Projet) est projetée à proximité de la ville d'Ouarzazate, au sud-est du pays.

Le PAT WATERESIA a pour objectif de décrire les modalités et procédures qui vont permettre la mobilisation de nouvelles parcelles de terrain. Ces nouvelles parcelles hors site initial vont être acquises ou occupées temporairement, sur une superficie totale de 55 ha 86 a, pour abriter les différentes infrastructures d'adduction d'eau brute du barrage Mansour Eddahbi au complexe solaire.

II. Description du projet et Objet du plan d'acquisition des terrains

Le projet d'adduction consiste à faire ramener de l'eau brute du barrage Mansour Eddahbi vers un réservoir de stockage existant dans le complexe solaire NOOR sur un linéaire d'environ 18.730 ml et sur une emprise variable d'environ 50m. Pour cela le projet prévoit la réalisation d'une prise d'eau au niveau de la retenue du barrage, de deux stations de relevage, d'une station de débouillage, d'une conduite d'eau du barrage au réservoir de stockage sur site, d'une alimentation électrique des équipements hydriques et d'une route d'accès le long de cette conduite.

Le projet passe à l'intérieur du site du complexe NOOR et le traverse sur environ 6km530m (Tronçon 1). Les modalités d'acquisition des terrains concernés par ce tronçon sont traitées dans le cadre du PAT 1 expliquant les modalités d'achat du terrain du complexe, qui a déjà fait l'objet d'approbation et publication par la Banque Mondiale.

Le reste du projet traverse différents terrains hors site sur environ 12km200m et constituent les nouvelles parcelles de terrain à mobiliser, d'une superficie totale de 55ha 86a. Elles sont réparties en 13 parcelles comme suit (Plan & Etat Parcellaire en annexe 2) :

Tronçon 2 :

- Six (06) parcelles d'une superficie de 34ha 94a sont de *nature collective* et appartiennent à la collectivité d'Ahl Ouarzazate. Un lot d'une superficie de 9ha 34a sera réservé à la réalisation de la station de débouillage, un lot d'une superficie de 85a 73ca abritera la seconde station de reprise et 4 lots d'une superficie totale de 24ha 74a 27ca seront destinés à la conduite d'eau, à la route d'accès, et à l'alimentation électrique des équipements hydriques ;
- Deux (02) parcelles d'une superficie de 15ha 13a sont de *nature collective* et appartiennent à la collectivité d'Ait Oukrou. Ces deux lots seront réservés à la réalisation du reste de la conduite d'eau, à la route d'accès, et à l'alimentation électrique des équipements hydriques.

Les nouvelles parcelles de nature collective, d'une superficie totale de 50ha 07a, appartiennent aux deux collectivités d'Ait Oukrou Toundout et Ahl Ouarzazate. L'ensemble des terres appartenant à ces collectivités a fait l'objet d'une délimitation administrative (DA 382 pour Ait Oukrou et DA 362 pour Ahl Ouarzazate), physique (à travers un bornage) et juridique (suite à une enquête publique) conformément aux dispositions du Dahir du 18 février 1924 portant règlement spécial pour la délimitation des terres collectives. Il convient de signaler que la construction sur ce tronçon de terrains de nature collective ne commencera qu'après réception des fonds dédiés à la compensation pour les terrains auprès de la DAR.

Tronçon 3:

- Quatre (04) parcelles d'une superficie de 5ha 75a, font parties du *domaine public hydraulique* et vont abriter la station de prise d'eau (superficie de 19a 57ca) et un tronçon de la conduite d'eau, de la route d'accès et des lignes électriques (superficie de 5ha 55a 43ca) ;

- Une parcelle d'environ 4a faisant partie du domaine public routier et fera l'objet d'une traversée de la RN 10 au niveau du PK 353km 400 par la conduite d'eau.

III. Enquête Socio-économique

Suite aux enquêtes de terrain effectuées par Masen et par l'expert foncier, il a été établi que :

- a) les nouvelles parcelles de terrain à mobiliser ou à acquérir ne sont pas habitées, n'ont aucune vocation agricole (cf. Annexe 2 et photos), ne portent aucun commerce ou établissements industriels, et leur mobilisation n'a engendré aucun déplacement physique de population ou d'installation préexistante ;
- b) Ce sont des terrains vierges, de nature semi-aride, et de composition rocheuse. Par conséquent, leur mobilisation pour la construction de l'infrastructure décrite ci-dessus n'entraîne aucune réinstallation de population et n'engendre aucun impact socio-économique sur la population.

D'ailleurs, la convention entre MASEN et l'ABH-SMD concernant la concession de l'utilisation des eaux de la retenue du barrage Mansour Eddahbi, a été établie de telle sorte à respecter les allocations en eau réservées à l'agriculture, à la population de la région et à MASEN. De ce fait, l'eau à mobiliser dans le cadre de ce projet n'entraîne aucun impact sur les autres utilisateurs.

IV. Cadre juridique régissant l'acquisition des terrains et les procédures pour indemnisation et compensation au Maroc

Régimes fonciers au Maroc

Le système foncier marocain se caractérise par une pluralité de statuts juridiques qui se sont constitués tout au long de l'histoire du pays. Le « *melk* » est le statut largement prédominant. Il s'agit de la propriété privée de la terre au sens du droit romain (*usus, abusus, fructus*). Les terres sous statut de *melk* appartiennent à une ou plusieurs personnes qui en ont pleine jouissance.

Les terres collectives, jadis terres de tribus ont été transformées par le législateur (Dahir du 27 avril 1919) en terres « imprescriptibles, inaliénables et insaisissables » appartenant à des collectivités tribales soumises à la tutelle du Ministère de l'Intérieur. Ces terres sont distribuées entre les ayants droits sous forme de droit de jouissance (*usufruit*), lui-même inaliénable. Les collectivités dotées de la personnalité morale sont propriétaires à titre collectif d'un domaine qui peut être délimité et immatriculé.

Le Domaine Public de l'Etat est constitué de toutes les parties du territoire et tous les ouvrages qui ne peuvent être possédés privativement parce qu'ils sont à l'usage de tous, et dont l'administration appartient à l'Etat tuteur de la communauté. Le domaine public est *inaliénable, imprescriptible et insaisissable*. Toutefois, les portions de ce domaine qui seraient reconnues sans utilité pour les besoins publics pourront être déclassées et feront retour au domaine privé de l'Etat. Pour les besoins du développement économique et des projets d'investissement, le

domaine public peut faire l'objet de contrat d'occupation temporaire de moyenne ou de longue durée (Dahir du 30-11-1918) ou de mise à disposition par des conventions spécifiques.

Font parties du Domaine Privé de l'État tous les biens que possèdent les collectivités publiques et qui ne sont ni affectés à l'usage direct du public ni à un service public, les biens qui n'ont pas reçu d'affectation, les terres désertes et incultes, les biens vacants et sans maître, les bâtiments de l'administration qui n'ont pas reçu d'aménagement spécial, ... etc.

Le domaine privé de l'Etat est composé de différents biens provenant des acquisitions amiables, du déclassement du Domaine Public, des expropriations pour utilité publique et des successions vacantes.

Les terres « *guich* » sont des terres relevant du domaine privé de l'Etat, concédées en jouissance à des tribus en contrepartie de services militaires rendus. Elles sont le plus souvent situées autour des villes impériales.

Les terres « *habous* » sont des terres léguées par une personne à une fondation religieuse. Elles ne représentent qu'environ 1% de la superficie cultivable du pays. Les *habous publics* sont *inaliénables, imprescriptibles et insaisissables*.

Modalités d'acquisition de terrains

L'acquisition d'un terrain s'effectue au Maroc dans le cadre de la réglementation en vigueur, comme suit :

- Acquisition par cession de gré à gré (vente, échange, donation) ; ou
- Acquisition par suite de succession (héritage et partages successoraux) ; ou
- Acquisition par expropriation pour cause d'utilité publique¹ (au profit de l'Etat, des établissements publics, ou des collectivités locales); ou
- Acquisition suite à une décision judiciaire (saisie, commandement, résolution de litiges).

Ces acquisitions sont consenties par des actes sous seing privé ou par actes authentiques.

¹La loi n°7-81 relative à l'expropriation pour cause d'utilité publique et à l'occupation temporaire, promulguée par dahir n°1-81-254 du 06 mai 1982 régit les dispositions suivantes :

- Déclaration d'utilité publique et cessibilité,
- Effets des actes déclaratifs d'utilité publique et de cessibilité,
- Prononcé de l'expropriation, prise de possession et fixation des indemnités,
- Paiement ou consignation des indemnités,
- Voie de recours,
- Effets de l'expropriation,
- Dispositions diverses,
- Occupation temporaire,
- Indemnité de plus-value.
- Dispositions transitoires et d'application.

Modalité d'acquisition de terres collectives

La plus grande partie des terrains à acquérir pour la construction des infrastructures communes appartiennent majoritairement à des collectivités locales ou de tribus. Ces terrains sont placés sous la tutelle du Ministère de l'Intérieur.

Cela étant, pour toute cession, le conseil de tutelle des collectivités propriétaires, présidé par le Ministère de l'Intérieur, et composé du Ministère de l'Agriculture et du Haut Commissariat des Eaux et Forêts, des Directeurs des Affaires Politiques et des Affaires Administratives du Ministère de l'Intérieur et de deux membres désignés par le Ministère de l'Intérieur doit être saisi.

Les terrains, de par leur nature de terre collective, sont imprescriptibles, inaliénables et insaisissable conformément aux dispositions de l'article 4 du Dahir du 27 avril 1919 organisant la tutelle administrative des collectivités ethniques et réglementant la gestion et l'aliénation des biens collectifs, modifié et complété à plusieurs reprises. Cependant, par dérogation à ce principe d'inaliénabilité, l'Etat, les établissements publics et les collectivités communales peuvent acquérir un terrain collectif conformément aux dispositions de l'article 11 du Dahir du 27 avril 1919 précité.

Modalité d'occupation temporaire du Domaine Public

Le Domaine Public est régit par le *Dahir du 1^{er} Juillet 1914* (7 Chaabane 1332) tel qu'il a été modifié et complété par les *Dahirs du 8 Novembre 1919, du 1^{er} août 1925 et du Dahir n° 1-95-154 du 18 rabii I 1416* (16 août 1995) portant promulgation de la *loi n° 10-95* sur l'eau.

Les portions de ce domaine, de par leur caractère public, sont *imprescriptibles, inaliénables, et insaisissables*. Toutefois, pour les besoins du développement économique et des projets d'investissement, le domaine public peut faire l'objet de contrat d'occupation temporaire de moyenne ou de longue durée (Dahir du 30-11-1918) ou de mise à disposition par des conventions spécifiques.

Le Dahir du 30 Novembre 1918 réglemente les conditions de l'occupation temporaire de certaines portions du domaine public. La procédure relative à cette occupation comprend les étapes suivantes :

- Formulation d'une demande adressée à la tutelle, spécifiant le but de l'occupation, les modifications que le projet compte apporter à la parcelle et aussi un plan sommaire des travaux et un engagement à payer le prix en cas d'attribution ;
- Instruction des demandes : incluant un avis sur la requête de la tutelle, après consultation des services et autorités que pourra intéresser la demande et du Ministère des Finances pour la fixation de la redevance ;
- Arrêté d'autorisation : Il fixera, dans la mesure où l'intérêt public paraîtra l'exiger, la nature, les dimensions et les dispositions des ouvrages que l'occupant aura la possibilité

d'établir et les conditions, à observer dans leur fonctionnement et exploitation. Il fixera également les délais de réalisation des travaux et la date de leur achèvement ;

- Contrôle et surveillance de l'occupation : Il portera sur le maintien en bon état des ouvrages installés par le projet.

La loi définit également les dispositions générales applicables aux autorisations d'occupation temporaire en matière de durée, de conditions et modalités de retrait, de droits des tiers, de responsabilité et de remise en état des lieux.

En général, les autorisations sont délivrées pour une durée maximale de *10 années*, qui pourra toutefois exceptionnellement être portée à *20 ans*.

V. Procédures d'acquisition des nouvelles parcelles de terrains et d'indemnisation

Le schéma de mobilisation envisagé pour les treize nouvelles parcelles de terrain faisant l'objet du présent PATWATERESIA se présente comme suit :

A. Terrain situé à l'intérieur du complexe (Tronçon 1):

Le projet passe à l'intérieur du site du complexe NOOR et le traverse sur environ 6km530m (Tronçon 1). Les modalités d'acquisition des terrains concernés par ce tronçon ont été traitées dans le cadre du PAT 1 expliquant les modalités d'achat du terrain du complexe, qui a déjà fait l'objet d'approbation et publication par la Banque Mondiale.

B. Acquisition de terrains collectifs (Tronçon 2) :

Le processus d'acquisition de six nouvelles parcelles de terrain de nature collective fait usage de la dérogation précitée et implique les étapes suivantes :

a) Détermination du prix de cession des terrains par une commission d'expertise

Le prix de la transaction a été fixé, conformément à l'article 6 du Dahir du 19 mars 1951, par une commission d'expertise composée des membres suivants : (i) le pacha ou caïd, président, (ii) un représentant local du Ministère des Finances, (iii) des représentants locaux des Ministères de l'Agriculture et du Commerce et du Haut Commissariat des Eaux et forêts, et (iv) un représentant local du Ministère des Travaux Publics (Voir PV en annexe 3).

Le conseil de tutelle des deux collectivités (présidé par Le Ministre de l'Intérieur ou de son représentant) a statué sur l'utilisation à faire, au profit des deux collectivités d'Ait Oukroul Toundout et Ahl Ouarzazate, des fonds provenant de la cession des terrains (réunion tenue le 19 décembre 2013).

b) Obtention des autorisations requises

Les deux autorisations de cession nécessaires dans le cadre de l'acquisition des six nouvelles parcelles sont :

- Accords par écrit des deux collectivités d'Ait Oukrour Toundout et d'Ahl Ouarzazate sur le principe et les conditions d'aliénation des nouvelles parcelles de terrain (Annexes 3&4); et
- Autorisation du conseil de tutelle des terres collectives dont les parcelles font parties après (i) analyse des risques et pertes de toute nature ainsi que des bénéfices qui pourront en résulter pour les collectivités intéressées et (ii) vérification que ces dernières possèdent suffisamment de terres pour que la cession envisagée n'impacte pas leur développement (Annexe 5).

c) Signature des actes notariés relatifs à la cession des Nouvelles Parcelles du Terrain

Masen étant une société anonyme et ne pouvant pas, par conséquent, acquérir directement les terrains de nature collective, l'acquisition des nouvelles parcelles de terrain se fera en deux temps par-devant un notaire (procédure similaire à celle adoptée pour l'acquisition du terrain du complexe d'Ouarzazate) :

- Acquisition des nouvelles parcelles de terrain par l'Office National de l'Electricité et de l'Eau potable (ci-après « ONEE »), établissement public, auprès des deux collectivités d'Ait Oukrour Toundout et Ahl Ouarzazate, sous réserve d'élire command ; et
- Déclaration de command entre l'ONEE et Masen établie le jour même de l'acquisition des terrains précitée, au titre de laquelle l'ONEE reconnaît avoir acquis les terrains pour le compte de Masen et que cette dernière s'est acquittée entre les mains du notaire de l'intégralité du prix d'acquisition des terrains et de ses accessoires.

Cette faculté « d'élire command » est expressément prévue par le code général des impôts marocain et permet de ne pas payer doublement les droits d'enregistrement et de mutation afférents (de la collectivité à l'ONEE et de l'ONEE à Masen).

Il convient de noter que le processus de contractualisation a bien été déclenché par le notaire mandaté par Masen à cet effet. Le montant équivalant à la totalité du prix de la cession a été versé au notaire et y sera consigné jusqu'à finalisation de la transaction (Annexe 6).

d) Sécurisation du foncier

Masen étant une société anonyme et conformément à la réglementation marocaine en vigueur, elle doit justifier de la vocation non agricole des terrains (VNA) afin de pouvoir initier les formalités relatives à l'inscription des actes d'acquisition de ces derniers à la conservation foncière (annexe 7).

L'attestation de vocation non agricole ayant été obtenue, l'immatriculation foncière des terrains devra être amorcée par la DAR et sera composée des étapes suivantes :

- 1) Enrôlement des parcelles par la DAR à la conservation foncière de Ouarzazate, c'est à dire demande d'immatriculation foncière, paiement des droits d'immatriculation, obtention des numéros de réquisitions (3 à 4 semaines) ;
- 2) Etablissement des actes de cession par la Notaire, leurs signatures par les trois parties (DAR, ONEE, MASEN), leurs enregistrements et paiement des droits de timbres (1 à 2 semaines) ;
- 3) Inscription des actes à la conservation foncière de Ouarzazate et paiements des droits d'immatriculation (1 semaine) ;
- 4) Obtention des certificats de propriété au nom de Masen et versement du prix de cession à la DAR (1 semaine).

Au final, l'immatriculation sera prononcée, au nom de Masen, par le service de la conservation foncière d'Ouarzazate et ce après récolement du bornage et levé du plan foncier des immeubles par le service du Cadastre concerné.

C. Occupation temporaire de portions du domaine public (Tronçon 3) :

Le processus d'occupation temporaire de cinq nouvelles parcelles de terrain, faisant partie du Domaine Public Hydraulique et Routier, fait usage aux prérogatives octroyées à MASEN par la convention cadre Etat-Masen signée en date du 26 octobre 2010 (Annexe 8) et des articles 2 & 3 de la convention spécifique de concession entre l'Agence du Bassin Hydraulique de Souss-Massa-Draa (ABH-SMD) et Masen signée en date du 2 novembre 2012 (Annexe 9) et implique les étapes suivantes :

a) Délimitation des portions de terrains du Domaine public par une commission administrative :

Conformément à l'article 10 de la convention cadre précitée, et suite aux études techniques réalisées par MASEN pour l'adduction d'eau brute du barrage Mansour Eddahbi au complexe NOOR, un état et des plans parcellaires ont été élaborés par un Ingénieur Conseil agréé. Ces documents comprennent les références administratives et juridiques nécessaires à l'identification des immeubles et l'affectation que MASEN entend leur attribuer (Annexe 2).

Une commission composée des représentants de l'Agence Nationale de la Conservation Foncière, du Cadastre et de la Cartographie, du représentant de l'administration chargée de travaux publics (Equipement & transport et ABH-SMD) et du représentant de la Société MASEN s'est réunie les 30 mai et 6 juin 2013 pour valider et approuver le tracé proposé par MASEN et par conséquent la liste des immeubles relevant du domaine public touché par le projet (Annexe 10).

b) Instruction du dossier par les services concernés ABH-SMD et DPET :

La liste précitée des immeubles recensés a été approuvée par le Président du Directoire de la Société MASEN et adressée aux représentants locaux du ministère de l'équipement et du transport, chargé des travaux publics.

Conformément à l'article 3, dernier alinéa, de la convention de concession précitée, l'autorisation est accordée explicitement au concessionnaire, MASEN, pour la réalisation des Ouvrages sur les portions du domaine public hydraulique.

Le dossier d'occupation temporaire du domaine public hydraulique au profit de MASEN a fait l'objet d'une instruction par l'ABH-SMD.

Quant à la traversée de la conduite d'eau brute au niveau du PK 353km400 de la RN10 (domaine public routier), l'accord de principe a été formulé par la direction provinciale de l'équipement et du transport à Ouarzazate (PV du 30/05/2013 et du 06/06/2013) et le dossier d'autorisation a fait l'objet d'une instruction par cette dernière.

c) Arrêté d'occupation temporaire:

Les deux dossiers d'autorisation ont été instruits par les services concernés localement, des arrêtés d'occupation temporaire sont établis respectivement en date du 4 novembre 2013 et du 13 novembre 2013 par l'ABH-SMD et la DPET (Annexe 11) et les redevances y afférentes sont payées par MASEN (Annexe 11).

Ces arrêtés mettent officiellement à la disposition de MASEN les portions du domaine public concernées et donneront lieu à l'établissement de procès-verbaux, prévus à l'achèvement des travaux, auxquels seront joints des états descriptifs et tous plans et documents nécessaires pour définir les limites définitives et la consistance des ouvrages et installations.

VI. Consultation et participation communautaire

Dans le cadre de l'occupation temporaire des terrains des cinq nouvelles parcelles et de l'acquisition des huit parcelles de nature collective, Masen a consulté la population et les administrations concernées en date du 30 mai 2013 (Annexe 10). Lors de cette consultation, les représentants des deux administrations (ABH-SMD et DPET) à Ouarzazate, gestionnaires des terrains, ont donné leur accord préalable à la mise à disposition desdits terrains au profit de Masen. Aussi, les représentants des deux collectivités d'Ait Ougrou et d'Ahl Ouarzazate,

propriétaires des terrains, ont donné leur accord préalable à la vente desdits terrains à Masen (Annexe 10).

Une commission regroupant les différents intervenants a été désignée et s'est déplacée sur les lieux pour vérification du tracé objet du plan parcellaire proposé par MASEN. La commission a validée le tracé définitif de l'adduction d'eau brute sous réserve de l'accomplissement des procédures administratives en vigueur (Annexe 10).

VII. Description de la compensation et autre assistance à la réinstallation des populations

Les portions de terrains appartenant au Domaine Public sont inhabitées et inutilisables.

Les parcelles de terrains de nature collective sont inhabitées et n'ont aucune vocation agricole.

De ce fait, l'acquisition des huit nouvelles parcelles de terrain collectif et la mobilisation des cinq parcelles du Domaine public n'ont engendré aucun déplacement physique de la population locale.

Dès signature des contrats de cession, et versement du montant d'acquisition auprès de la DAR, cette dernière, en tant que tuteur des communautés concernées par les terrains acquis lance le processus de développement de projets locaux au bénéfice de la population concernée, et en concertation avec celle-ci.

Le processus de développement de ces projets est composé des étapes suivantes :

- Consultation de la population concernée pour recueillir les besoins et les propositions de projets ;
- Formalisation des propositions de projets par les Nouabs, représentants locaux de la population, et priorisation de ces projets ;
- Validation des projets par les autorités locale et provinciale quant à leur faisabilité technique et leur apport bénéfique et objectif au profit de toute la population concernée ;
- Obtention de l'accord du conseil de tutelle (DAR) ;
- Lancement des études et marchés de réalisation des projets retenus par la DAR au niveau provincial (résultant de la décentralisation de la gestion des projets à partir de 2014) ;
- Réalisation des projets par les entreprises retenues et suivi réalisé par une commission provinciale désignée à cet effet.

VIII. Valeur des actifs

Le prix d'acquisition des nouvelles parcelles de terrain (de nature collective) a été fixé à 30000,00 dirhams à l'hectare par la commission d'expertise qui s'est réunie en date du 07 août 2013 (Annexe 3). Pour information, ce prix est 3 fois le prix de base d'acquisition du terrain du complexe qui était de 10 000,00 dirhams par hectare.

Les collectivités d'Ait Oukroul Toundout et Ahl Ouarzazate ont donné leur accord, séance tenante de la commission d'expertise, sur la cession des huit nouvelles parcelles de terrain à

Masen conformément aux modalités de cession exposées ci-dessus et au prix qui a été fixé par cette dernière. Par la suite, le conseil de tutelle a donné son accord sur cette cession (réunion du 19 décembre 2013, annexe 5).

L'occupation temporaire des portions du Domaine Public (Hydraulique et Routier), quant à elle, est consentie entre MASEN et l'ABH-SMD et la DPET contre paiement de redevances annuelles qui sont fixées conformément à la réglementation en vigueur. Les redevances au titre de l'année 2013-2014 ont déjà été versées aux comptes respectivement de l'ABH-SMD et de la DPET (Annexe 11).

IX. Arbitrage / Système de gestion des conflits

Masen a initié un processus d'information, de consultation et de concertation avec les parties prenantes afin de détecter et de traiter tout mécontentement, doléance, conflit ou plainte.

Une boîte aux lettres est installée sur les locaux de MASEN sur site à Ouarzazate, et servira, le cas échéant, à recueillir les plaintes de la population.

En outre, un expert en matière sociale recruté par Masen, basé sur site à Ouarzazate et directement rattaché au département développement local de Masen, est chargé du recueil et du traitement des plaintes et doléances, de la gestion des conflits et enfin du suivi et de l'évaluation des projets de développement local.

Par ailleurs, une étude pour l'amélioration de la communication avec la population a été réalisée par un sociologue externe pour le compte de Masen. Celle-ci a pour objectif de mettre en place plusieurs mécanismes de gestion des requêtes, qu'elles soient positives ou négatives. Ces mécanismes devraient permettre de renforcer le mécanisme de plaintes déjà existant et décrit ci-dessus.

X. Responsabilités institutionnelles pour l'exécution du plan de réinstallation

L'acquisition et la mobilisation des terrains dans le cadre de ce projet a été opérée sur base volontaire. MASEN a obtenu l'accord explicite de tous les intervenants. D'ailleurs, la construction et l'opération de l'infrastructure n'engendrera aucune réinstallation de population et/ou impact socio-économique négatif. Par conséquent, aucun plan de réinstallation ne s'avère nécessaire.

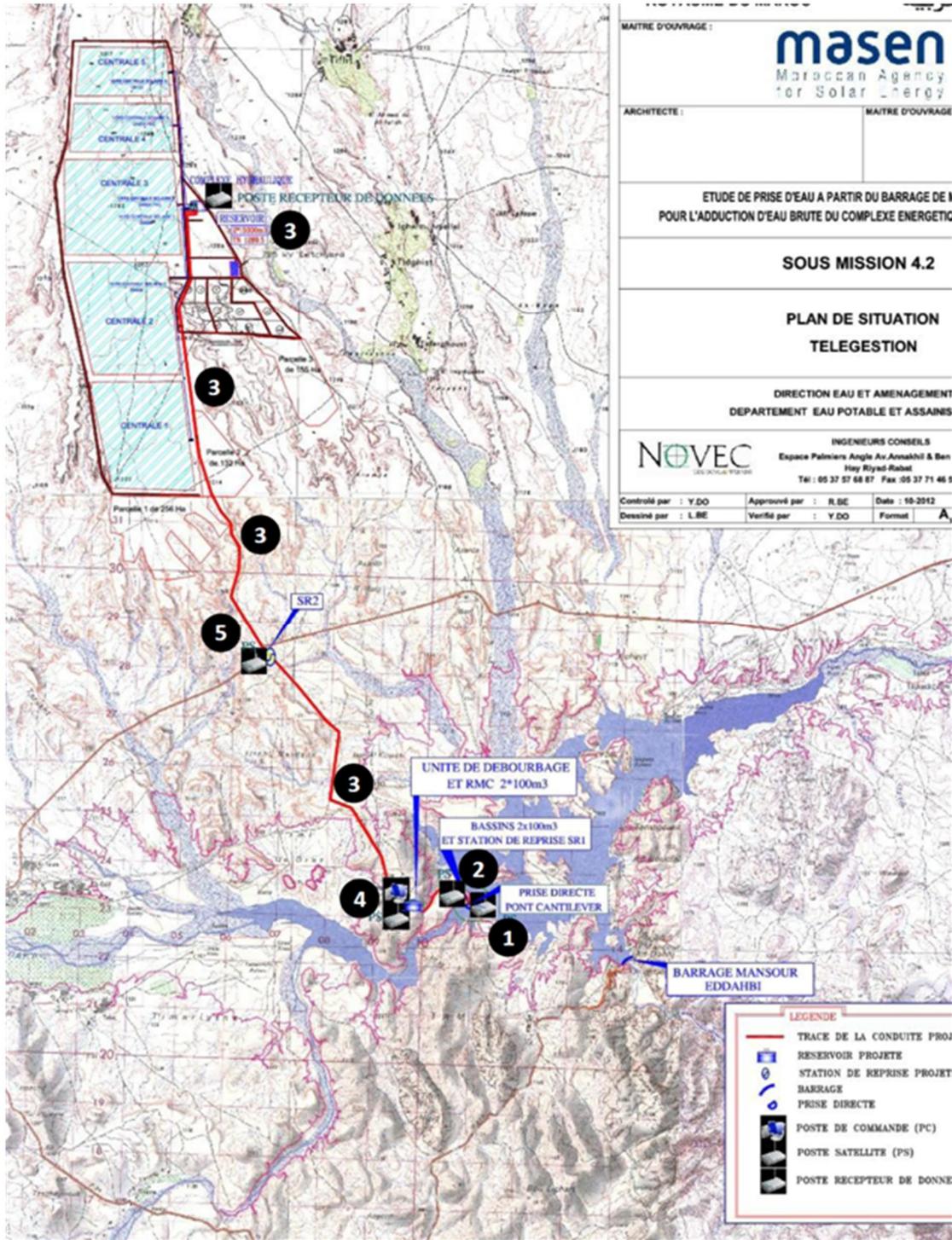
XI. Calendrier, monitoring et mise en œuvre

Une fois la mobilisation et l'acquisition des terrains finalisées, ces nouvelles parcelles de terrain serviront d'une part à démarrer la réalisation, prévue pour fin janvier 2014, des différents ouvrages d'adduction d'eau brute du barrage Mansour Eddahbi au complexe solaire NOOR, et d'autre part, à sécuriser le foncier autour des infrastructures à développer par Masen, et ce, pour permettre à MASEN de respecter ses engagements en matière d'alimentation en eau des différentes centrales du complexe en temps opportun.

A ce jour, les travaux relatifs au tronçon 1 (terrains à l'intérieur du site du complexe appartenant à Masen), et au tronçon 3 (terrains appartenant au domaine public et pour lesquels les autorisations d'occupation temporaires ont été obtenues), peuvent d'ores-et-déjà commencer.

En ce qui concerne le tronçon 2 relatif aux terrains collectifs, les travaux ne pourront commencer qu'après versement du prix de cession auprès de la DAR.

Annexe 1 : Carte de localisation

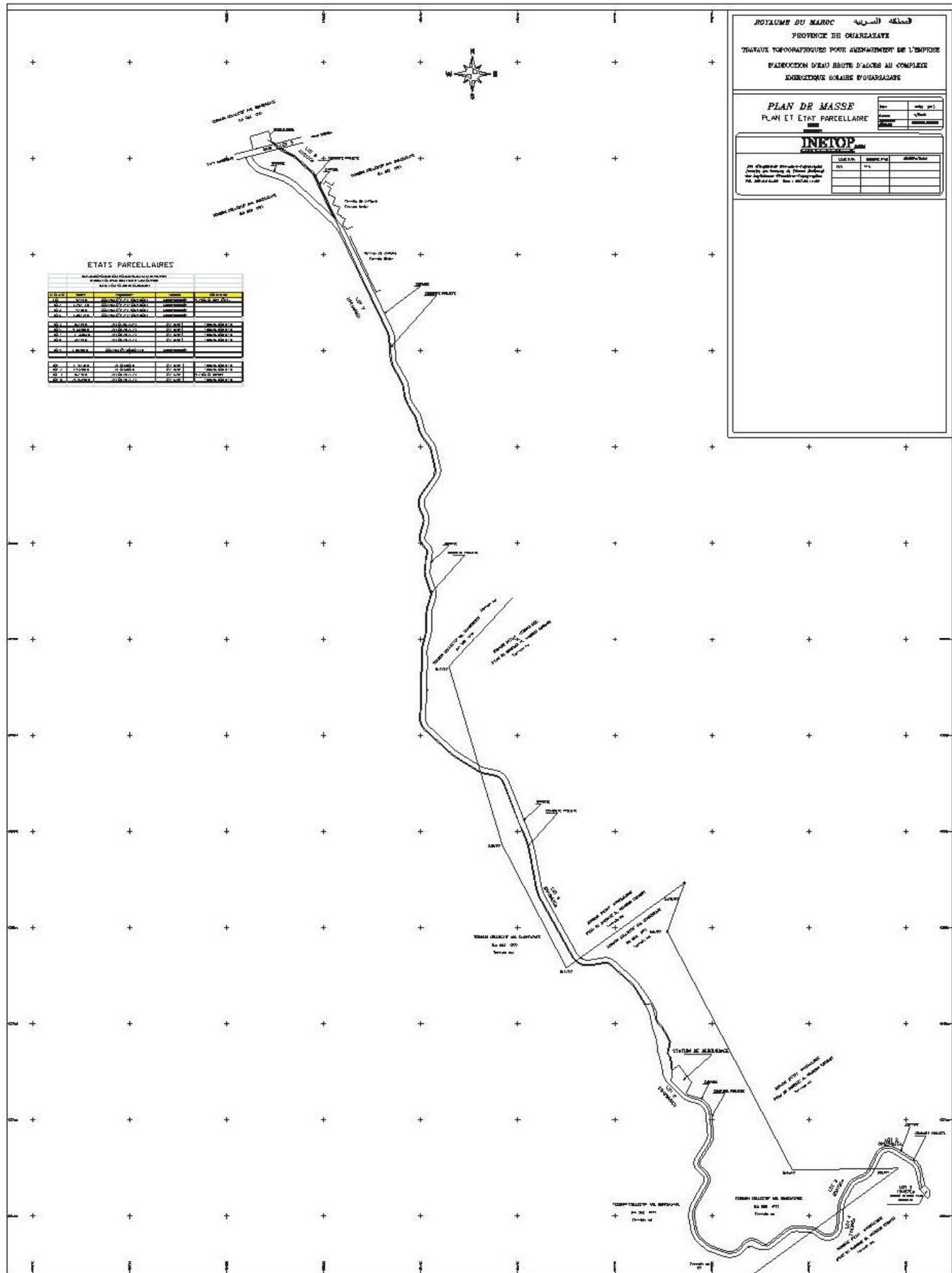


Annexe 2 : Etat et Plans parcellaires du tracé de l'adduction d'eau brute.

Projet : Travaux de réalisation de la conduite d'adduction et des stations de pompage à partir du barrage Mansour Edjahbi au complexe énergétique solaire d'Ouarzazate
 - Etats Parcelaires -

N° DU LOT	Surface	Propriétaires	Situation	Vocation Terrain	Observation
1	19A57Ca	Domaine d'Etat hydraulique	Non immatriculé	massif rocheux	
2	1H29A11Ca	Domaine d'Etat hydraulique	Non immatriculé	massif rocheux	
4	77A39Ca	Domaine d'Etat hydraulique	Non immatriculé	terrain non agricole	
6	3H48A12Ca	Domaine d'Etat hydraulique	Non immatriculé	terrain non agricole	
3	85A72Ca	AHL OUARZAZATE	D.A.362(P7)	terrain non agricole	Terrain collectif
5	9H34A00Ca	AHL OUARZAZATE	D.A.362(P7)	terrain non agricole	Terrain collectif
7	11H14A06Ca	AHL OUARZAZATE	D.A.362(P7)	terrain non agricole	Terrain collectif
8	47A37Ca	AHL OUARZAZATE	D.A.362(P7)	terrain non agricole	Terrain collectif
9	H03A84Ca	Domaine d'Etat routier	Non immatriculé	route nationale	
11	7H19A14Ca	AIT OUGROUR	D.A.382 (P1)	terrain non agricole	Terrain collectif
12	7H93A84Ca	AIT OUGROUR	D.A.382 (P1)	terrain non agricole	Terrain collectif
SP2	85A73Ca	AHL OUARZAZATE	D.A.362 (P1)	terrain non agricole	Terrain collectif
10	12H26A28Ca	AHL OUARZAZATE	D.A.362 (P1)	terrain non agricole	Terrain collectif

INETOP s.a.s
 Ingénierie, Etude Technique
 & Topographie
 44, Boulevard de l'Industrie, BORD BOU ARRERGJAJ, ALGERIA
 Tel : 0521 84.64.50 - Fax : 0521 84.64.43



Photos à proximité de la prise d'eau (tronçon 3)



Annexe 3 : Documentation sur la détermination du prix de cession des terrains par la comission d'expertise

المملكة المغربية
وزارة الداخلية
إقليم ورزازات
الكتابة العامة
قسم الشؤون القروية

محضر اللجنة الإدارية للتقييم المؤرخ في 07 غشت 2013

تقييم عقاري لفائدة المكتب الوطني للكهرباء والماء الصالح للشرب- قطاع الماء-

تبعاً لبرقية السيد عامل إقليم ورزازات عدد 2880 بتاريخ 2013/08/06 موضوع كتاب المدير العام للمكتب الوطني للكهرباء والماء الصالح للشرب عدد 2/2055 م ق ع/ع 13 بتاريخ 2013/07/24 المتعلق بطلب اقتناء عقار جماعي من أجل وضعه رهن إشارة الوكالة المغربية للطاقة الشمسية قصد أحداث قناة لنقل المياه من بحيرة سد المنصور الذهبي صوب مركب الطاقة الشمسية بمنطقة غسات، اجتمعت اللجنة الإدارية للتقييم يومه الأربعاء 07 غشت 2013 على الساعة العاشرة صباحاً بمقر الكتابة العامة للعمالء، من أجل تحديد ثمن تفويت العقارات الجماعية المعنية ذات المساحة الاجمالية التي تقدر ب 50 هكتار 07 آر، وترأس أشغال هذه اللجنة السيد عبد الحكيم النجار الكاتب العام لعمالء ورزازات ويحضر السادة:

- بلقاسم دهبو ، قائد قيادة غسات.
- محمد ديكور، خليفة قائد بقيادة أهل ورزازات.
- عبد الرحمان مساعف، رئيس قسم الشؤون القروية بالكتابة العامة للعمالء.
- عبد الجليل بتصبر، ممثل مندوبية املاك الدولة بورزازات.
- مصطفى اليوبي، ممثل المصلحة المحلية للضرائب بورزازات.
- عبد العزيز موتشو، ممثل مصلحة التسجيل والتنبر بورزازات.
- عبد الرحمان اوعيشي، ممثل الوكالة الحضرية لورزازات- زاكورة.
- عمر طاهر ، ممثل قسم التعمير والبيئة بالكتابة العامة للعمالء.

المعاينة:

- انظر محضر المعاينة المؤرخ في 06 يونيو 2013.

المميزات الخاصة للعقار حسب التصميم المدلى به:

- العقار عبارة عن اراضي جماعية عارية وغير مجهزة.
- المساحة المطلوبة : 50 هكتار 07 آر موزعة كالتالي:

التحديد الإداري	الجماعة السلائية	المساحة	الجزء
362 (في طور المصادقة)	أهل ورزازات فخذة ازلاكن	34 هكتار 94 آر	الجزء 1
382 (مصادق عليه)	ايت اوكرور	15 هكتار 13 آر	الجزء 2

- حسب وثائق التعمير: العقار مشمول في جزء منه بالتصميم المديرى للتهيئة العمرانية لورزازات الكبرى.
- الحدود: انظر التصميم الطبوغرافي رفقته.

الاعتبارات العامة والخاصة بالمشروع:

يندرج مشروع مركب الطاقة الشمسية بمنطقة غسات «نور» الذي يمتد على مساحة 3043 هكتار ، ضمن الاستراتيجية الوطنية لتطوير الطاقات المتجددة، خاصة منها المشروع المغربي للطاقة الشمسية .

ومن مزايا مشروع الطاقة الشمسية بمنطقة غسات ، أنه سيساهم بشكل مهم في التنمية المحلية، إلى جانب المساهمة في الحفاظ على المحيط البيئي ، فضلا عن ذلك، سيكون لهذا المشروع وقعا إيجابيا على وتيرة نمو الاقتصاد المغربي من خلال تقليص تبعيته في مجال الطاقة، ومما سيجعله أحد أهم منتجي الطاقة النظيفة.

كما أن العقارات الجماعية المعنية موضوع طلب الاقتناء، ستخصص لتمرير قناة المياه وطريق الصيانة من بحيرة سد المنصور الذهبي صوب مشروع مركب الطاقة الشمسية بمنطقة غسات، في إطار استكمال المرافق والبنيات التحتية المتعلقة به.

عناصر المقارنة :

- محضر اللجنة الادارية للتقييم المؤرخ في 18 يناير 2011 موضوع تفويت عقار جماعي ذي مساحة 2500 هكتار لفائدة الوكالة المغربية للطاقة الشمسية من اجل احداث مشروع محطة الطاقة الشمسية بورزازات بثمان قدره 10.000.000 درهم للهكتار .

اقتراح اللجنة :

استنادا الى الاعتبارات العامة والخاصة بالمشروع (انظر الصفحة رقم 02).

التقدير النهائي :

تقتصر اللجنة اعتماد مبلغ 03.00 (ثلاثة) دراهم للمتر المربع الواحد أي بثمان اجمالي قدره 1.502.100 درهم كثمان تفويت للعقارات الجماعية المعنية بمساحة اجمالية تصل إلى 50 هكتار 07 آر ، موضوع طلب الاقتناء المقدم من طرف المكتب الوطني للكهرباء والماء الصالح للشرب -قطاع الماء -، من أجل وضعه رهن إشارة الوكالة المغربية للطاقة الشمسية لإنجاز قناة لنقل المياه من بحيرة سد المنصور الذهبي صوب مركب الطاقة الشمسية بمنطقة غسات.

توقيعات أعضاء اللجنة



- مندوبية املاك الدولة

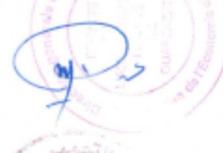


- السلطات المحلية

- المصلحة المحلية للضرائب



- مصلحة التسجيل والتبوير



- قسم الشؤون القروية بالكتابة العامة للعمالة

- الوكالة الحضرية لوزواث - زاكورة



قسم التعمير والهيئة بالكتابة العامة للعمالة



3

محضر اللجنة الادارية لتقييم المؤرخ في 07 غشت 2013

Annexe 4 : Accord par écrit des deux collectivités d'Ait Oukrour Toundout et Ahl Ouarzazate sur le principe et les conditions d'aliénation des terrains

تصريح نواب الجماعة السلالية

نحن الموقعون أسفله السادة:

- 1- امحمد ناصر ايشو الحامل لبطاقة التعريف الوطنية عدد **P59051** نائب الجماعة السلالية ايت أكرور فخذة تفرغوست قيادة غسات دائرة وإقليم ورزازات.
- 2- الحسين أبو سعيد الحامل لبطاقة التعريف الوطنية عدد **P54551** نائب الجماعة السلالية ايت أكرور فخذة إغرم املال قيادة غسات دائرة وإقليم ورزازات.
- 3- محمد زكي الحامل لبطاقة التعريف الوطنية عدد **P10390** نائب الجماعة السلالية ايت أكرور فخذة زاوية تدغست قيادة غسات دائرة وإقليم ورزازات.
- 4- محمد ازتوري الحامل لبطاقة التعريف الوطنية عدد **P22883** نائب الجماعة السلالية ايت أكرور فخذة تسلمانت ازركي قيادة غسات دائرة وإقليم ورزازات.
- 5- الحسن بومودجو الحامل لبطاقة التعريف الوطنية عدد **P122318** نائب الجماعة السلالية تفليت قيادة غسات دائرة وإقليم ورزازات.

نصرح بأنه

بناء على الطلب المقدم من طرف المكتب الوطني للكهرباء والماء الصالح للشرب -قطاع الكهرباء- بصفته وسيطا قانونيا، من أجل اقتناء عقارات جماعية لوضعها رهن إشارة الوكالة المغربية للطاقة الشمسية MASEN بغرض تمرير قناة للمياه من حقينة سد المنصور الذهبي صوب معامل مركب الطاقة الشمسية بغسات.

أنا نوافق باسم الجماعة السلالية ايت أكرور على تفويت القطع الأرضية (المشمولة بالتحديد الإداري عدد 382) ذات المساحة الإجمالية 15 هكتار 12 آر 98 آر للغاية المذكورة حسب الشروط المحددة من طرف مجلس الوصاية.

حرر بورزازات بتاريخ 30 مايو 2013

التوقيعات:

نائب أراضي الجموع
بومودجو الحسين
دوار تفليت - غسات

-4

-3

-2

-1

زكي محمد
نائب الأراضي الجماعية
تفليت - الزاوية وإغرم نيتري
تدغست قيادة غسات دائرة وإقليم ورزازات

امحمد ايت ناصر ايشو
نائب أراضي الجموع
دوار تفرغوست

تأشير السلطة المحلية

تصريح نائب الجماعة السلالية

أنا الموقع أسفله السيد محمد السلاوي الحامل لبطاقة التعريف الوطنية عدد P22604 نائب الجماعة السلالية أهل ورزازات فخدة إزلاكن قيادة أهل ورزازات دائرة وإقليم ورزازات.

أصرح بأنه

بناء على الطلب المقدم من طرف المكتب الوطني للكهرباء والماء الصالح للشرب -قطاع الكهرباء- بصفته وسيطا قانونيا، من أجل اقتناء عقارات جماعية لوضعها رهن إشارة الوكالة المغربية للطاقة الشمسية MASEN بغرض تمرير قناة للمياه من حقينة سد المنصور الذهبي نحو معامل مركب الطاقة الشمسية بغسات.

أوافق باسم الجماعة السلالية أهل ورزازات فخدة إزلاكن على تفويت القطع الأرضية (المشمولة بالتحديد الإداري عدد 362) ذات المساحة الإجمالية 34 هكتار 93 آر 16 آر للغاية المذكورة حسب الشروط المحددة من طرف مجلس الوصاية.

حرر بورزازات بتاريخ 30 مايو 2013

التوقيع:

سب أراضي الجموع
بشأنه السيد محمد السلاوي
نائب الجماعة السلالية

تأشير السلطة المحلية
محمد اصحابي
مفوض أهل ورزازات

المملكة المغربية
وزارة الداخلية
مجلس الوصاية

قرار مجلس الوصاية

حول تفويت قطعتين أرضيتين تابعين للجماعات الأصلية أهل ورزازات (فخدة ازلاكن) ، آيت اوكرور (فخدة دواوير تفرغوست ، اغرم املال ، زاوية تدغست ، تسلمات ازركي وتغليت) لفائدة المكتب الوطني للكهرباء والماء الصالح للشرب

رقم 48- م ع -17-13

- إن مجلس الوصاية الممثل من طرف رئيسه وزير الداخلية أو نائبه بصفته الوصي على الجماعات الأصلية.
- بناء على مقتضيات الظهير الشريف المؤرخ في 26 رجب 1337 الموافق لـ 27 أبريل 1919. وطبقا للفصلين الثالث والثاني عشر منه.
- بناء على الفصل الحادي عشر الذي يعد استثناء لما جاء في الفصل الرابع من الظهير الشريف المؤرخ في 26 رجب 1337 الموافق 27 أبريل 1919 بشأن تنظيم الوصاية الإدارية على الجماعات وضبط تدبير شؤون الأملاك الجماعية و تفويتها حسب ما وقع تميمه أو تغييره.
- بناء على قرار وزير الداخلية بتاريخ 6 دجنبر 2013 بتعيين عضو بمجلس الوصاية الإدارية على الجماعات السلالية بصفته رئيسا لدورته.
- بناء على الطلب الذي تقدم به المكتب الوطني للكهرباء والماء الصالح للشرب في موضوع اقتناء قطعتين أرضيتين تابعين للجماعات الأصلية أهل ورزازات (فخدة ازلاكن) ، آيت اوكرور (فخدة دواوير تفرغوست ، اغرم املال ، زاوية تدغست ، تسلمات ازركي وتغليت)
- بناء على موافقة نواب الجماعة الأصلية المؤرخة في 2013/05/30.
- بناء على محضر اللجنة الإدارية للتقييم المنعقدة بتاريخ 2013/08/07.
- بناء على محضر اجتماع مجلس الوصاية المنعقد بمقر مديرية الشؤون القروية التابعة لوزارة الداخلية بتاريخ 2013/12/19.

يقسرر كما يلي

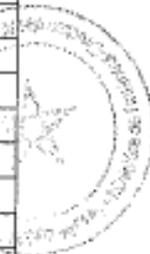
الفصل الأول : الموضوع

يوافق على تفويت قطعتين أرضيتين في ملك الجماعات الأصلية أهل ورزازات (فخدة ازلاكن) ، آيت اوكرور (فخدة دواوير تفرغوست ، اغرم املال ، زاوية تدغست ، تسلمات ازركي وتغليت) ، متواجدتين بإقليم ورزازات، لفائدة المكتب الوطني للكهرباء والماء الصالح للشرب ، من أجل إحداث قناة لنقل المياه من بحيرة سد المنصور الذهبي صوب مركب الطاقة الشمسية النور بمنطقة غسات لتزويدها بالماء انطلاقا من سد المنصور الذهبي وبناء محطات الضخ ومعالجة المياه، تتوزعان على الشكل التالي:

القطعة الأرضية	المساحة	الجماعة المالكة	المرجع العقاري
1	34 هـ 94 آر 00 س	أهل ورزازات (فخدة ازلاكن)	تقطع من التحديد الإداري عدد 362
2	15 هـ 13 آر 00 س	آيت اوكرور (فخدة دواوير تفرغوست ، اغرم املال ، زاوية تدغست ، تسلمات ازركي وتغليت)	تقطع من التحديد الإداري عدد 382
المجموع	50 هـ 07 آر 00 س		

وقد رسمت حدود هاتين القطعتين الأرضيتين علاوة على ذلك بوضوح في التصميم المضاف إلى أصل هذا القرار حسب الإحداثيات التالية:

Borne	X	Y	Borne	X	Y
P2B1	364091.63	440435.22	P2B43	364004.85	440555.45
P2B2	364078.75	440491.90	P2B44	364038.62	440509.16
P2B3	364062.86	440526.84	P2B45	364049.50	440485.25
P2B4	364029.09	440573.13	P2B46	364060.87	440435.22
P2B5	364018.84	440594.50	P2B47	364071.44	440388.68
P2B6	364002.51	440654.99	P2B48	364064.75	440345.46
P2B7	363989.52	440683.41	P2B49	364002.23	440258.92
P2B8	363974.48	440705.68	P2B50	363996.12	440169.19
P2B9	363955.56	440733.70	P2B51	364005.74	440149.21
P2B10	363945.15	440760.38	P2B52	364009.90	440103.93
P2B11	363936.04	440820.78	P2B53	363993.46	440043.52
P2B12	363925.00	440853.01	P2B54	364005.14	439992.85
P2B13	363878.93	440935.31	P2B55	364023.89	439971.43
P2B14	363870.78	440962.94	P2B56	364028.86	439951.65
P2B15	363863.32	441080.44	P2B57	364017.81	439861.41
P2B16	363850.33	441116.79	P2B58	364021.12	439827.39
P2B17	363615.21	441809.93	P2B59	364047.27	439750.30
P2B18	363556.51	441689.90	P2B60	364047.63	439722.50
P2B19	363371.51	441862.01	P2B61	364033.56	439677.23
P2B20	363276.55	441918.80	P2B62	364027.31	439639.50
P2B21	363189.19	441948.60	P2B63	364024.86	439549.90
P2B22	363129.32	442009.72	P2B64	364021.87	439527.27
P2B23	363128.42	442012.54	P2B65	364006.02	439461.11
P2B24	363099.35	442004.98	P2B66	364002.42	439420.17
P2B25	363100.73	442000.62	P2B67	364005.05	439375.91
P2B26	363179.50	441920.21	P2B68	364004.36	439355.45
P2B27	363266.87	441890.41	P2B69	363999.62	439318.22
P2B28	363351.07	441840.05	P2B70	363999.25	439305.01
P2B29	363536.08	441667.93	P2B71	364001.29	439232.30
P2B30	363588.13	441597.01	P2B72	363995.76	439117.90
P2B31	363823.25	441103.88	P2B73	364023.05	439023.43
P2B32	363833.77	441074.94	P2B74	364150.86	438905.40
P2B33	363842.14	440960.94	P2B75	364183.17	438880.79
P2B34	363852.75	440920.65	P2B76	364207.30	438865.78
P2B35	363898.82	440838.36	P2B77	364295.71	438810.80
P2B36	363906.37	440816.30	P2B78	364309.19	438803.84
P2B37	363916.27	440756.06	P2B79	364296.88	438845.40
P2B38	363934.15	440716.86	P2B80	364223.14	438891.26
P2B39	363949.62	440688.89	P2B81	364199.02	438906.26
P2B40	363964.66	440666.62	P2B82	364171.21	438927.44
P2B41	363973.55	440647.18	P2B83	364043.40	439045.47
P2B42	363989.88	440586.68	P2B84	364025.10	439111.45



Borne	X	Y	Borne	X	Y
P1B47	365453.56	436707.03	P1B83	365200.13	437594.07
P1B48	365424.55	436735.51	P1B84	365210.77	437571.29
P1B49	365416.53	436804.06	P1B85	365216.88	437550.41
P1B50	365460.29	436873.57	P1B86	365216.61	437521.6
P1B51	365468.19	436886.12	P1B87	365225.9	437503.89
P1B52	365477.93	436926.49	P1B88	365236.28	437493.75
P1B53	365468.76	437029.87	P1B89	365247.54	437482.49
P1B54	365419.85	437087.17	P1B90	365268.78	437440.95
P1B55	365388.74	437094.99	P1B91	365279.98	437419.99
P1B56	365344.82	437119.84	P1B92	365286.09	437411.96
P1B57	365289.21	437175.27	P1B93	365287.74	437405.9
P1B58	365274.23	437190.2	P1B94	365284.52	437393.58
P1B59	365247.53	437242.22	P1B95	365280.87	437375.76
P1B60	365241.82	437277.28	P1B96	365275.44	437349.1
P1B61	365237.42	437297.27	P1B97	365275.22	437347.25
P1B62	365224.52	437343.5	P1B98	365277.88	437341.72
P1B63	365224.23	437344.55	P1B99	365280.42	437334.87
P1B64	365219.75	437368.49	P1B100	365285.32	437330.15
P1B65	365216.41	437402.44	P1B101	365286.68	437325.92
P1B66	365211.18	437426.82	P1B102	365290.08	437315.34
P1B67	365196.86	437469.33	P1B103	365290.08	437313.01
P1B68	365191.14	437491.12	P1B104	365293.21	437302.89
P1B69	365181.63	437540.98	P1B105	365293.84	437299.73
P1B70	365167.7	437577.32	P1B106	365293.84	437296.76
P1B71	365104.74	437681.43	P1B107	365294.72	437289.89
P1B72	365079.49	437711.95	P1B108	365294.59	437287.98
P1B73	364975.99	437805.03	P1B109	365294.82	437285.48
P1B74	364946.92	437813.54	P1B110	365294.82	437281.83
P1B75	364876.45	437801.99	P1B111	365294.7	437279.65
P1B76	364797.94	437824.76	P1B112	365294.7	437277.97
P1B77	364823.09	437843	P1B113	365294.7	437276.31
P1B78	364871.6	437831.59	P1B114	365294.21	437270.33
P1B79	364942.07	437843.15	P1B115	365294.21	437267.61
P1B80	364996.05	437827.34	P1B116	365294.21	437264.53
P1B81	365099.55	437734.25	P1B117	365294.68	437260.82
P1B82	365130.41	437696.95	P1B118	365295.64	437259.01

القصل الثاني: ثمن البيع

يتم هذا البيع و يقبل بثمن فردي قدره 3,00 درهم للمتر المربع، أي ما مجموعه 1.502.100,00 درهم، زيادة على نفقات التسيير و المتمثلة في 2,00 في المائة أي ما يعادل 30.042,00 درهم، ليصبح الثمن الإجمالي هو 1.532.142,00 درهم ، يؤدي في الحساب البنكي رقم التعريف البنكي 225810019504203651010237 المقصوح في اسم وزارة الداخلية بالقروض الفلاحي- وكالة الحسابات الكبرى 28 زنقة أبو فارس المريني ، بالرباط.

الفصل الثالث : التزام المقتني.

يلتزم المقتني بأداء ثمن البيع المترتب عن هذا الاقتناء بمجرد نقل ملكية العقار موضوع التفويت لفائدته.

حرر بالرباط في 2013/12/19

**قرار مجلس الوصاية
رقم 48-م ع-17-13
توقيعات أعضاء مجلس الوصاية**

رئيس دورات مجلس الوصاية
نيابة عن وزير الداخلية الوصي على الجماعات الأصلية

رئيس دورات مجلس الوصاية
نيابة عن وزير الداخلية
منذ
إمضاء : عبد الله الكاسبي



ممثل
مديرية الشؤون الإدارية

ادريس الحطاب

عضو مجلس الوصاية

محمد الشرقاوي

ممثل
المديرية العامة للشؤون الداخلية

محجوب زاهر

ممثل
وزارة الفلاحة والصيد البحري

أحمد الداودي

عضو مجلس الوصاية

الهاشمي لعيمري

Annexe6 : Décharge du notaire et chèque de versement

Décharge

Nous soussigné, Maître Mariya MEZIANE BELLEFQUIH, Notaire à Rabat, reconnaissons par la présente, avoir reçu de La Moroccan Agency for Solar Energy MASEN, Station de traitement, Avenue Mohamed Ben Hassan El Ouazzani, Boîte Postale Rabat Chellah 10002, la somme d'UN MILLION CINQ CENT TRENTE DEUX MILLE CENT QUARANTE DEUX DIRHAMS (1 532 142,00 MAD) en un chèque n° AMS403320 tiré sur la Banque AttijariWafa Grand Compte, Avenue Mohamed VI Rabat, correspondant à la totalité du prix de vente, au profit de MASEN, des propriétés concernées par la réalisation du projet d'adduction d'eau brute du barrage Mansour Eddahbi au complexe solaire NOOR à Ouarzazate.

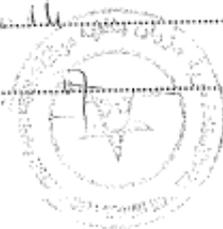
Les dites propriétés font parties des terrains collectifs d'Ait Ougrou (DA382) et d'Ahl Ouarzazate (DA362) sur une superficie totale de 50 Ha 07 a .

Consentant toute décharge utile et nécessaire à MASEN à cet effet.

Fait à Rabat Le 20 janvier 2014.

Bien reçu : Le.....

Par..........





الوكالة المغربية
للطاقة الشمسية
MASEN

NOT ENDOSSABLE
غير قابل للتكليف

1.532.142,00 /

Montant: un million cinq cent mille euros mille
cent quatre-vingt deux et dix

À l'ordre de Maître Najma HEZIANE BELLEFQUIN

Rabat

20/01/2011

C. D'AFF. RABAT SOUSSI
163, AVENUE JOHN KENNEDY
SOUSSI
RABAT
TEL: 0537/53722 0537/53726

Compte n° 0181 N 000001617

S.A. MOROCCAN AGENCY FOR SOLAR
ENERGY

Code AMS 403320

00000403320A007830A0001815000001617A560



Annexe 7 : Attestation du statut Non Agricole des terrains concernés par l'acquisition

ATTESTATION DE VOCATION NON AGRICOLE

N°SMD/VNA/06/2014 en date du... 10.7. FEV 2014
Le Wali de la Région Souss Massa Drâa

Vu le décret n° 02-04-683 en date du 29 décembre 2004 relatif à la Commission Régionale Chargée de Certaines Opérations Foncières;

Vu la demande d'attestation de vocation non agricole formulée par la société « Moroccan Agency For Solar Energy » (par abréviation MASEN), une société anonyme de droit marocain à directoire et à conseil de surveillance, au capital de 500 millions de dhs, inscrite au registre de commerce de Rabat sous le n°79835, et représentée par Monsieur Mustapha BAKKOURY en sa qualité de président du directoire, déposée auprès de l'Annexe du Centre Régional d'Investissement de la région Souss Massa Drâa à Ouarzazate en date du 08/01/2014, enregistré sous n°17/2014 ;

Vu la lettre émanant du Président du Directoire de la société « MASEN » en date du 19/06/2013, adressée au Directeur Général de l'ONE, invitant ce dernier à effectuer les démarches nécessaires en vue de l'acquisition d'un terrain collectif d'une superficie de 15ha13a (DA n° : 382) appartenant à la collectivité ethnique « Ait Ougrou » et un terrain collectif d'une superficie de 34 ha 94 a (DA n° :362) appartenant à la collectivité ethnique « Ahl Ouarzazate » et ce, en vue de l'aménagement d'une infrastructure d'adduction d'eau brute au complexe solaire Noor à Ouarzazate ;

Vu l'accord des représentants des terres collectives de la Collectivité Ethnique « Ait Ougrou » en date du 30/05/2013, pour l'affectation d'un terrain collectif d'une superficie de 15Ha13a (DA n° : 382), Commune Rurale Ghessat au profit de l'Office National d'Electricité de l'Electricité afin de le mettre à la disposition de la société « MASEN » et ce, en vue de l'aménagement d'une infrastructure d'adduction d'eau brute au complexe solaire Noor à Ouarzazate ;

Vu l'accord des représentants des terres collectives de la Collectivité Ethnique « Ahl Ouarzazate » en date du 30/05/2013, pour l'affectation d'un terrain collectif d'une superficie de 34 ha 94 a (DA n° : 362), Caïdat Ahl Ouarzazate au profit de l'Office National d'Electricité afin de le mettre à la disposition de la société « MASEN » et ce, en vue de l'aménagement d'une infrastructure d'adduction d'eau brute au complexe solaire Noor à Ouarzazate ;

Vu le procès verbal de la commission administrative d'évaluation tenue au siège de la Province de Ouarzazate en date du 07 août 2013 en vue de la fixation du prix de cession des terrains collectifs appartenant respectivement à la Collectivité Ethnique « Ait Ougrou » et la Collectivité Ethnique « Ahl Ouarzazate », d'une superficie globale de 50 Ha 07 a, CR Ghessat / CR Tarnigte, Province de Ouarzazate, au profit de l'Office National de l'Electricité afin de les mettre à la disposition de la société « MASEN » et ce, en vue de l'aménagement d'une infrastructure d'adduction d'eau brute au complexe solaire Noor à Ouarzazate. A l'issue de ladite commission, il a été décidé d'arrêter la valeur des terrains à 03 dhs/m², soit un prix de 1.502.100 dhs ;

Vu le projet d'aménagement des infrastructures d'adduction d'eau brute au complexe solaire Noor à Ouarzazate, d'un coût global de 150 millions de Dhs ;

Vu l'avis favorable émis par la Commission Provinciale chargée de certaines opérations foncières tenue au siège de l'Annexe du Centre Régional d'investissement de la région Sous-Saïdia à Ouarzazate en date du 28 janvier 2014.

ATTESTE

Que la totalité des propriétés, objet des terrains collectifs « Ait Ougrou» (DA n° : 382) et « Ahl Ouarzazate » (DA n° : 362), d'une superficie globale de 50 Ha 07a, située à la Commune Rurale de Ghessat et la Commune Rurale de Tarmigte, Province d'Ouarzazate, ont perdu leur vocation agricole.

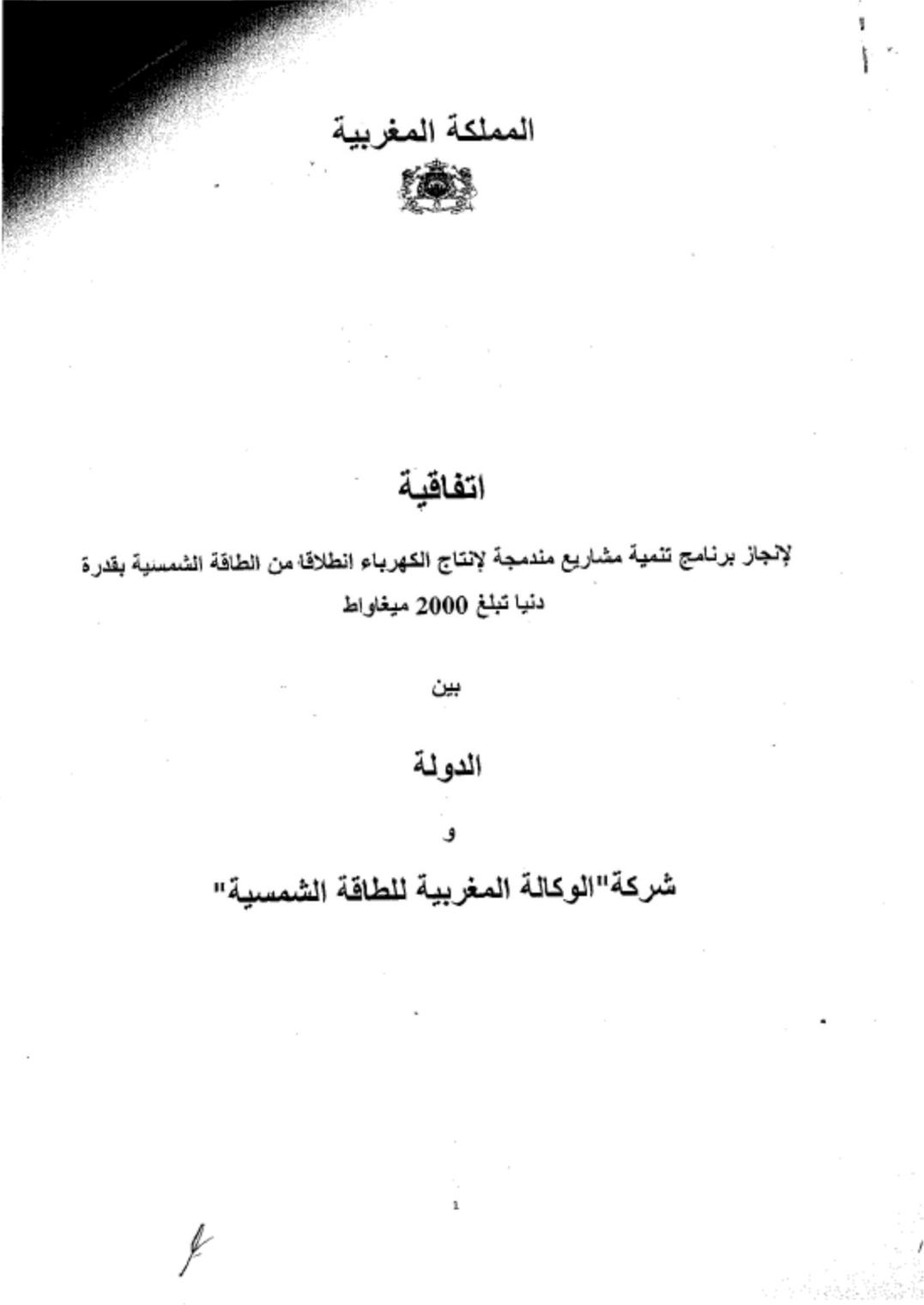
La présente attestation est délivrée à la société « Moroccan Agency For Solar Energy » (Masef) SA pour servir et valoir ce que de droit.

Agadir, le 07 FEV 2014

Président de la Région Sous-Saïdia
Gouverneur de la Préfecture d'Agadir
Ila Ouhmane

Signé : Mohamed El Yazid ZEKI (M)





في حالة خلاف بين الإدارة المعنية والشركة حول اللائحة المقترحة، وهو ما يجب إشعار الشركة به في أقرب وقت ممكن، وفي جميع الأحوال داخل أجل الستين يوما المذكور أعلاه، تلجأ الشركة إلى الوزير الأول قصد التحكيم.

المادة 9 :

تتمكين الشركة من اقتناء عن طريق نزع الملكية، أي عقار أو حق عيني عقاري أيا كان نظامه أو طبيعته القانونية، وفقا لمقتضيات المادة 8 من القانون، تقوم الشركة، وفقا للتشريع الجاري به العمل في مجال نزع الملكية لأجل المنفعة العامة، بإعداد مشروع مرسوم المعينة بموجبه عقارات الخواص أو الحقوق العينية العقارية المطلوب نزع ملكيتها، مع بيان العناصر الإدارية التي تمكن من التعرف عليها (هوية الملاكين المقترضين، الموقع الجغرافي، المراجع العقارية، المساحة والمحتوى) والمساعي المتخذة لاقتناء العقار بشكل ودي، ولاسيما السعر المعروض، والتخصيص الذي تعتمده الشركة لهذه العقارات من أجل إنجاز البرنامج الذي كلفت به.

يصرح الوزير الأول، عند الاقتضاء، بطابع المنفعة العامة لهذه العملية وفق أشكال القانون العام ويكلف رئيس مجلس الإدارة الجماعية للشركة بتفعيل مسطرة نزع الملكية.

المادة 10 :

تبلغ الشركة السلطة الوصية بلائحة العقارات التي تعتمده أن تمارس عليها حق الاحتلال المؤقت المخول لها في الفقرة الثانية من المادة 8 من القانون.

تحتوي هذه اللائحة على جميع العناصر التي تمكن من التعرف على العقارات والأسباب التي جعلت الشركة اعترام ممارسة حقها في الاحتلال المؤقت والمدة المتوقعة للاحتلال.

داخل أجل أقصاه شهر واحد ابتداء من تاريخ استلام اللائحة، تأذن السلطة الوصية لرئيس مجلس الإدارة الجماعية للشركة باتخاذ الإجراءات والتدابير اللازمة للاحتلال المؤقت للعقارات.

يوذن للشركة بأن تعمل على أن يستفيد شركائها الخواص المحتملين، من الحق في الاحتلال المؤقت لأي عقار وضع رهن تصرفها لأغراض أي مشروع من البرنامج، حسب المقتضيات التي سيتم تحديدها بالنسبة لكل مشروع في اتفاقية خاصة به.

الباب الثالث : إنجاز البرنامج **الباب الفرعي الأول : إلتزامات الشركة** **الفصل الأول : المنشآت**

المادة 11 :

وفقا للمادة 2 من القانون، تتكلف الشركة بالإشراف على إنجاز البرنامج. ويمكنها كذلك أن تفوض الإشراف المذكور إلى أي شخص معنوي من القطاع العام أو الخاص وفقا لمقتضيات المادتين 19 و 24 من هذه الاتفاقية.

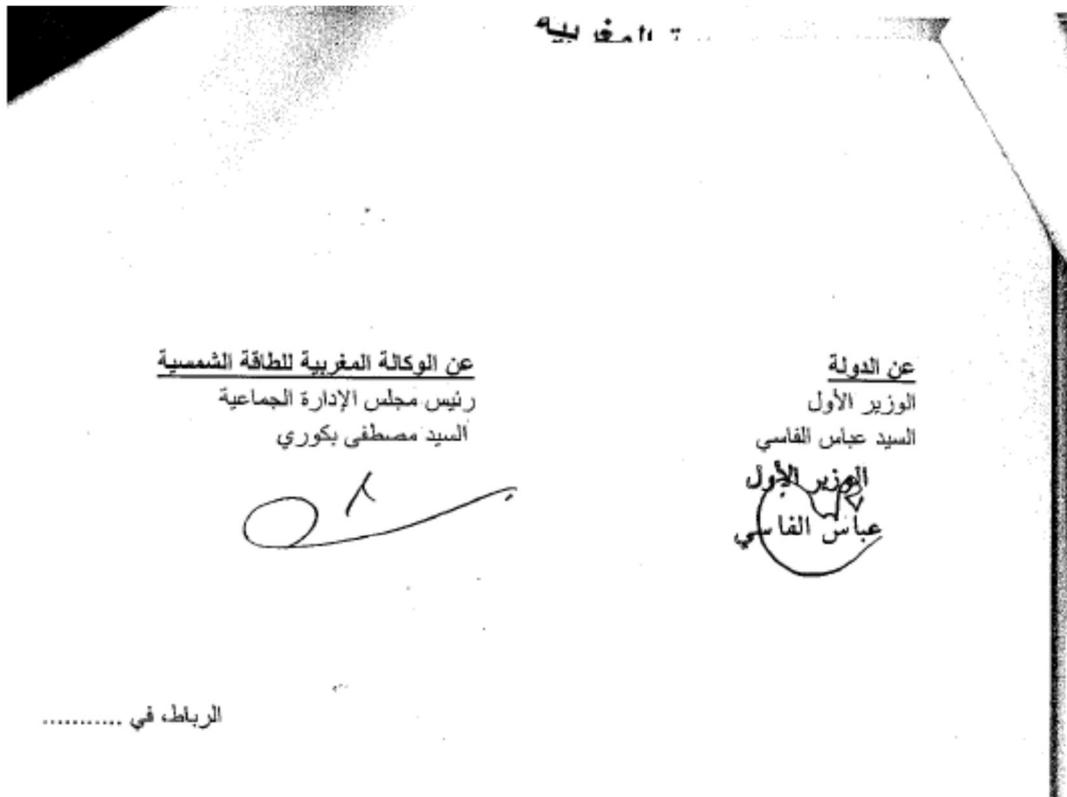
Article 10 : (Traduction)

La Société notifie à l'autorité de tutelle la liste des immeubles sur lesquels elle entend exercer le droit d'occupation temporaire qui lui est reconnu par le second alinéa de l'article 8 de la Loi.

Cette liste comporte tous les éléments d'identification des immeubles et les raisons pour lesquelles la Société entend exercer son droit d'occupation temporaire et la durée prévisible de l'occupation.

Dans le délai maximum d'un mois à compter de la réception de la liste, l'autorité de tutelle autorise le Président du Directoire de la Société à prendre les actes et mesures nécessaires à l'occupation temporaire des immeubles.

La Société est autorisée à faire bénéficier ses partenaires privés éventuels du droit d'occupation de tout immeuble mis à la disposition de la Société pour les besoins d'un projet du Programme selon des modalités qui seront fixées pour chacun des projets dans les conventions spécifiques au dit projet.



Annexe9 : Convention ABH-SMD/MASEN

Voir pièce jointe.

Annexe10 : Comptes rendu des réunions de concertation avec les différents ayants droits.

ROYAUME DU MAROC
 MINISTRE DE L'INTERIEUR
 PROVINCE OUARZAZATE
 SECRÉTARIAT GÉNÉRAL
 DIVISION DES AFFAIRES RURALES
 N°.....SG/DAR

P.V de réunion du 30/05/2013
(Adduction de l'eau du barrage Manssour Eddahabi
au site du complexe solaire)

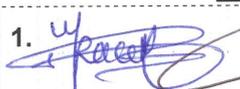
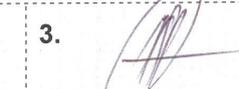
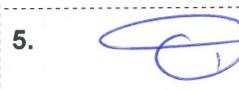
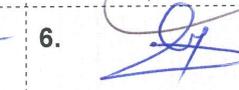
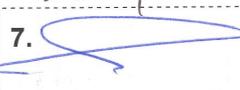
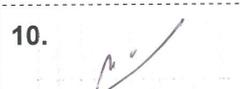
Suite à la demande émanant du Directeur de la prospection et de la qualification des Sites (M.A.S.EN) en date du 29/05/2013; une séance de travail s'est tenue, au siège du secrétariat général de cette province le Jeudi 30/05/2013 à 11^h, sous la présidence du **M. Abdelhakim Nejjar** le secrétaire général de la province avec l'assistance des Messieurs :

1. Belkacem Dahibou	Caïd Caïdat Ghessat
2. Hamid Hssaine	Caïd Caïdat Ahl Ouarzazate
3. Moulay Hafid Bouhamidi	Directeur de prospection et qualification des sites (M.A.S.EN)
4. Mohamed Amine El Qour	Chef du projet topographie (M.A.S.EN)
5. Abdellah BekKal	Directeur Provincial d'Equipement et Transport =Ouarzazate=
6. Mustapha Sabbar	Délégué Provincial de L'Agence du Bassin H.S.M.D =Ouarzazate=
7. Zouhair Benhouda	Conservateur de la Propriété Foncière =Ouarzazate=
8. Abdellatif Ifiss	Chef du Service du Cadastre =Ouarzazate=
9. Mohamed El Yazal	Chef D.C.L/S.G/Province
10. Abderrahmane Moussaïf	Chef D.A.R/S.G/Province
11. Rachid Jebran	Représentant D.A.R/S.G/Province

La réunion a été consacrée à une consultation au sujet de l'identification des assiettes foncières touchées par la traversée de la conduite des eaux brutes du barrage El Manssour Eddahabi vers le site du complexe solaire d'après l'étude préliminaire menée par M.A.S.EN ; et l'examen des modalités d'acquisition ou d'occupation des différents terrains en question : collectifs, domaine publique hydraulique, routier...etc

Après les débats, la commission a décidé de procéder à une concertation par le biais des autorités locales et la D.A.R (province) auprès des naibs des collectivités intéressées et envisager une sortie pour la validation du tracé de la conduite le jeudi 06/06/2013 en présence des différents partenaires et services compétents.

Signatures :

<p>Le secrétaire général</p> 	1. 	2. 	3. 
	4. 	5. 	6. 
	7. 	8. 	9. 
	10. 	11. 	

PV de réunion du 06/06/2013

(Validation du tracé de la conduite d'eau brut du barrage Mansour Eddahabi vers le complexe solaire)

Suite aux recommandations de la réunion tenue au siège du secrétariat général de la province de Ouarzazate le 30/05/2013, relatif à l'identification des assiettes foncières touchées par la traversée de la conduite d'eau brut du barrage Mansour Eddahabi vers le complexe solaire d'après le plan parcellaire établi par MASEN, une sortie a eu lieu sous la présidence de Monsieur Hamid Hssaine Caid Ahl Ouarzazate et Monsieur Belkacem Dahibou Caid Caidat GHessat et en présence de :

1. Mustapha Sebbar Délégué : Provincial de l'Agence du Bassin H.S.M.D – Ouarzazate-
2. Abderhamane Moussaif : Chef D.A.R/S.G/Province
3. Rachid Jebran : Représentant D.A.R/S.G/Province
4. Mohammed Bouchaoua : Représentant de l'ONEE Branche Eau d'Ouarzazate
5. Zohair Benhouda : Chef de Service de la Conservation Foncière
6. Abdellah Bekkal Directeur : Directeur Provincial de l'Equipement et Transport
7. Abdellatif Ifiss : Chef de Service du Cadastre
8. Mohammed Amine ELQour : Chef du Projet Topographie –MASEN-
9. Mohamed Slaoui : Naib Collectivité Ethnique Ait Boudlal –IZLAGUEN-
10. Mohamed Nacer Ichou : Naib Collectivité Ethnique Ait Ougrou –Tafarghout
11. EL Hocein Abou Said : Naib Collectivité Ethnique Ait Ougrou - Ighrem Amellal
12. Mohamed Zaki : Naib Collectivité Ethnique Ait Ougrou - Tidghet
13. Mohamed Astouri : Naib Collectivité Ethnique Ait Ougrou - Tasmant - Izerki
14. El Hocein Boumadjou : Naib Collectivité Ethnique Ait Ougrou - Tiflit

Suite à cette visite la commission a validé le tracé objet du plan parcellaire proposé par MASEN sous réserve de l'accomplissement des procédures administratives d'acquisition.

Signatures

<p>Autorités locales</p> <p>1- </p> <p>5- </p> <p>9- </p> <p>13- </p>	<p>2- </p> <p>6- </p> <p>10-  محمد ايت ناصر ايشو نائب اراضي دوار تفرغوت</p> <p>14- </p>	<p>3- </p> <p>7- </p> <p>11-  لحسين ابوسعيد نائب اراضي السجموع تاسمنت تونكوت ورزازات</p>	<p>4- </p> <p>8- </p> <p>12-  زكي محمد نائب الاراضي الجماعية لغرد الراءية واغرد توري دغندت غسنت - قيادة تاندوت</p>
--	--	---	---

Annexe 11 : Autorisations de l'ABH-SMD et de la DPET.

المملكة المغربية
وكالة الحوض المائي لسوس ماسة ودرعة



رقم : OT/36/2013

قرار الترخيص بالاحتلال المؤقت
للملك العام المائي

إن مدير وكالة الحوض المائي لسوس ماسة ودرعة،

- بناء على الظهير الشريف الصادر في 7 شعبان 1332 موافق فاتح بوليوز 1914 بشأن الملك العمومي حسبما وقع تغييره و تنميته ؛
- بناء على الظهير الشريف الصادر في 24 صفر الحمر 1337 موافق 30 نونبر 1918 بشأن الاحتلال المؤقت للملك العمومي حسبما وقع تغييره و تنميته ؛
- بناء على القانون رقم 10-95 المتعلق بالماء الصادر بمقتضى الظهير الشريف رقم 154-95-1 بتاريخ 18 ربيع الأول 1416 (16 غشت 1995)، ولاسيما المادة 12 (البند ب 4) منه ؛
- بناء على الرسوم رقم 2-97-489 صادر في 6 شوال 1418 (الموافق 4 فبراير 1998) بتعيين حدود الملك العام المائي وتقوم بحاربي المياه واستخراج مواد البناء ولاسيما المادة 16 منه ؛
- بناء على القرار المشترك رقم 799/1332 بتاريخ 17 أغسطس 1997 لوزير الأشغال العمومية ووزير المالية و الإستثمارات الخارجية بشأن تحديد الإتالة المستحقة عن الاحتلال المؤقت للملك العام؛
- بناء على القرار المشترك رقم 852 بتاريخ 11 شتنبر 2003 للوزير المكلف بإعداد تراب الوطني و الماء و البيئة ووزير المالية و الحوضنة المتعلق بوضع رهن إشارة وكالة الحوض المائي لسوس ماسة بممتلكات الملك العام المائي
- بناء على مداولات المجلس الإداري لوكالة الحوض المائي لسوس ماسة المتخذ بتاريخ 14 بوليوز 2003 و المتعلق بتحديد الأجرة عن الخدمات المقدمة من طرف الوكالة و إتاريات استعمال الملك العام المائي.
- و بناء على الطلب الذي تقدمت به الوكالة المغربية للطاقة الشمسية لتتخص بالاحتلال المؤقت لقطعة من الملك العام المائي بمساحة إجمالية تقدر ب { 57500 م² } سبعة و خمسون الف و خمسمائة درهم؛

قرار مائلي :

المادة الأولى : يرخص للوكالة المغربية للطاقة الشمسية العنوان : شارع العرعار محمد CMR الطابق 3 حي الرياض الرباط . بالاحتلال المؤقت لقطعة من الملك العام المائي. من أجل تزويد مركب الطاقة الشمسية بورزازات بالماء، وذلك طبقا للقوانين و الأنظمة الجاري بها العمل و الشروط الخاصة.

المادة الثانية : توجد القطعة الأرضية المعنية بالاحتلال بتراب جماعة غسات دائرة ورزازات إقليم ورزازات و بين التقييم الريف بأصل هذا القرار حدود المنطقة المعنية بالاحتلال. كما بين الجدول التالي إحداثيات حدود هذه القطعة.

رقم النقطة	X	Y
B1	366572,49	436639,06
B2	366597,17	436662,18
B180b	364309,19	438803,84
B182b	364296,88	438845,40

المادة الثالثة : تسلم هذه الرخصة لمدة اربعة عشر شهر ابتداء من فاتح نونبر 2013. إلى غاية 31 دجبر 2014 قابلة للتجديد شريطة أن تقدم الشركة المستفيدة بطلب تجديدها شهرين على الأقل قبل تاريخ هاتينها. كما أنه لا يمكن تمييز شروط الاستغلال إلا بعد موافقة الوكالة وتلخيص طلب في هذا الشأن من طرف المعني بالأمر.

المادة الرابعة : يؤدي المستفيد، إتارة مستحقة عن استعمال الملك العام المائي لفائدة وكالة الحوض المائي لسوس ماسة بالحساب المفتوح لدى الخزينة الجهوية لأكاڤير تحت رقم 17299 و قدرها (34416.67 درهم) اربعة و ثلاثون الف و اربعمائة و ستة عشر درهما سبعة و ستون سنتيما على أساس إتارة سنوية قدرها(29500 درهم) تسعة و عشرون الف و خمسمائة درهم طبقا لأمر التحصيل الصادر عن وكالة الحوض المائي لسوس ماسة ودرعة حسب القوانين الجاري بها العمل.

تتم مراجعة الإتارة على ضوء التعديلات التي تطرأ على القوانين المعمول بها في تحديد قيمة هذه الإتارة . كما يلتزم المأذون له بدفع التعويضات المعلنة ابتداء من تاريخ دخولها حيز التطبيق.

المادة الخامسة : إن هذه الرخصة لا تخول للمستفيد إقامة المنشآت اللازمة من مكاتب و ورشات وآليات والخرسانة و بنايات قارة داخل الملك لعام المائي، وهو ملازم بانفاذ التدابير اللازمة قصد حماية عماله و تجهيزاته من حمولات جميع العماري المائية الملوثة. ولا يحق له بأي حال من الأحوال مطالبة وكالة الحوض المائي لسوس ماسة ودرعة بأي تعويض عن الأضرار التي قد تلحق به جراء سوء الأحوال الجوية والحواملات.

المادة السادسة : تعتبر هذه الرخصة شخصية و لا يمكن تولية الحقوق الناتجة عنها للغير بصفة كلية أو جزئية إلا بعد الحصول على موافقة مسبقة للوكالة. و لا تعفي هذه الرخصة من الحصول على الرخص و التصاريح الضرورية لإنجاز الأشغال و إقامة المنشآت.

المادة السابعة : تسحب هذه الرخصة بدون سابق إنذار و بدون أي تعويض مع الاحتفاظ بحق الوكالة في استخلاص الإتارات و التعويضات المستحقة في الحالات التالية:

- عدم أداء الإتارة
- تغير موضوع الرخصة أو المساحة المخصص لها بدون موافقة صريحة و مسبقة للإدارة
- تقويت الرخصة أو تولية الحقوق الناتجة عنها للغير.
- عدم تطبيق مقتضيات هذا القرار و كذا.

المادة الثامنة : عند انتهاء أو سحب الرخصة تعاد إلى ملكية الدولة بدون مقابل المنشآت التي ترى الوكالة ضرورة الاحتفاظ لها، و تتم إزالة باقي المنشآت على نفقة الشركة المستفيدة خلال ستة أشهر من تاريخ انتهاء الرخصة أو تاريخ قرار السحب أو الإلغاء.

المادة التاسعة : لا تخول هذه الرخصة للمستفيد أي حق من الحقوق العينية الأصلية أو التبعية أو الحقوق التجارية الخاضعة لأحكام قانون المدن أو التجاري (مثل حق الزينة أو الأصل التجاري).

المادة العاشرة : في حالة وجود أية نزاعات قضائية حول بنود هذه الرخصة أو عدم الوفاء من طرف المستفيد بالعهدات أو دفتر التحملات، فإن الإختصاص القضائي يكون لحاكم مدينة أكادير

وحرر بأكاڤير في

مدير وكالة الحوض المائي

لسوس ماسة و درعة

مدير وكالة الحوض المائي
لسوس ماسة و درعة

إمضاء: محمد السكيني

Rabat, le 14/11/2013

Attijariwafa Bank Centre d'affaires
Rabat-Souissi

Objet : Ordre de virement

Messieurs,

Veuillez procéder à l'exécution de l'ordre de virement suivant.

Donneur d'ordre :

Titulaire du compte	: MASEN
Numéro du compte	: 007 810 0001815000001617 54
Date d'opération	:
Montant de l'opération	: 35.416,67 DH (trente-cinq-mille-quatre-cent-seize-
dirhams-soixante-sept-centimes)	

Bénéficiaire :

Bénéficiaire	: Agence du Bassin Hydraulique du Sous Massa et Draa
Numéro de compte	: 3100 101 0011 2400 1729 901 40
Banque domiciliaire	: Trésorerie Régionale d'Agadir
Agence domiciliaire	: Agadir

Veuillez agréer, Messieurs, l'expression de ma considération distinguée.


Abdel Amrains
Membre du Directoire

ورزازات في: 13/11/2013

المدير الإقليمي للتجهيز و النقل
ورزازات

المملكة المغربية
وزارة التجهيز والنقل
المديرية الإقليمية بورزازات
رقم: 328/3103/2013

إلى

السيد مدير الوكالة المغربية للطاقة الشمسية
محطة المعالجة شارع محمد بلحسن الوزاني

عكراش الرباط

الموضوع: - حول الترخيص بالاحتلال المؤقت للملك العمومي بالطريق الوطنية رقم 10 ب.ن.ك 353+400.

سلام تسام بوجود مولانا الإمام،

وبعد، تبعا للموضوع المشار إليه أعلاه، يشرفني أن أخبركم أن المديرية الإقليمية للتجهيز و النقل لا ترى مانعا للترخيص لكم بشق الطريق من أجل وضع قناة للتزويد بالماء بالنقطة الكيلومترية 353+400 من الطريق الوطنية رقم 10 كما يتعين عليكم أداء تكلفة دراسة طلب الترخيص المشار إليه في الموضوع تبعا لبيان النفع المرفق طيه لدى الخزينة الإقليمية بورزازات.

وتفضلوا سيدي المدير خالص التحيات.

والسلام ./-

المدير الإقليمي للتجهيز والنقل
إمضاء

المديرية الإقليمية للتجهيز
بـورزازات

بيان الدفع
BULLETIN DE VERSEMENT

المملكة المغربية

وزارة التجهيز والنقل
والمسير على الطرق

السنة المالية: 2013 Année budgétaire:

السيد : الوكالة المغربية للطاقة الشمسية
السكان ب : محطة المعالجة شارع محمد بلحسن الوزاني عكراش الرباط
يلتمس منه الأداء ب (1) ... الخزينة الإقليمية بورزازات (1) La somme de : (en chiffres)
مبلغ : (بالأرقام) (1000,00 درهم)
(بالحروف) : الف درهم
سبب الدفع : (2) ... حصينة المبالغ المقبوضة لفائدة وزارة التجهيز و النقل عن دراسة
(2) Nature de versement
ملفات الترخيص بالاحتلال المؤقت للملك العمومي دليل التصفية :
المبالغ المقبوضة عن دراسة طلب الترخيص للاحتلال المؤقت للملك العمومي الطرقي لشق الطريق من أجل
وضع قناة لتزويد بالماء بالنقطة الكيلومترية 400+353 بالطريق الوطنية رقم 10 تقدمت به الوكالة المغربية
للطاقة الشمسية.
Mode de liquidation.....
تاريخ تبليغ قرار الاحتلال المؤقت للملك العام :
Date de notification de l'arrêté d'OTDPR :
Date d'effet de l'autorisation d'implantation
اللوحة الإشهارية :
du dispositif publicitaire :
العلاوة المستحقة عن التأخير في الأداء : (3) %
Majoration de retard de paiement : (3)
المجموع : 1000,00 درهم
Total :
المحاسب المكلف : الخازن العام للمملكة
Comptable assignataire : le Trésorier Général du Royaume (SRB)
في : بورزازات بتاريخ :

الحسين بوجميلة
Le Sous-Ordonnateur
الإقليمية
بورزازات
التجهيز

ع/الأمر المساعد بالصرف :

- (1) Indiquer le Trésorier Régional, Provincial, Préfectoral ou le Percepteur le plus proche :
(2) توزيع حصيلة الأثرات عن الاحتلال المؤقت للملك العمومي للطرق واستخراج المواد منه بقيمة 50 % لفائدة الميزانية العامة و 50 % لفائدة الحساب رقم 3.1.17.01.1 المسدوق للنفقات بتعهد الطرق ويرصد بمجموع باقي المداخيل لفائدة هذا الأخير.
(3) إن العلاوة المستحقة عن التأخير في الأداء ملصوق عليها في المادة 17 من قانون مالية 97/96 وتحسب من طرف المحاسب.
(4) La majoration de retard de paiement est prévue par l'article 17 de la loi de Finances 1996/97 et calculée par le comptable.
ملاحظة : يسمح هذا البيان بالدفع لاحقاً في حالة عدم الأداء خلال أجل 30 يوماً من تاريخ استحقاقه، باستثناء البيان بالدفع المتعلق بالرمز المسدوق المفروض على اللوحات الإشهارية على جناب الطرق.
N.B : A l'exception du B.V relatif au paiement de la taxe annuelle sur les dispositifs publicitaires, le présent B.V. devient caduc si le paiement n'intervient pas dans les 30 jours de sa date d'eligibilité


 التجاري وفا بنك
 AMK Bank

NON ENDOSSABLE
 غير قابل للتظهير

DH #= 1000,00 ± درهم

Payez contre ce chèque Tille dichans ادفعوا مقابل هذا الشيك

À l'ordre de Percepteur لأمر

Payable à يؤدى لفي
C. D'AFF. RABAT SOUISSI
 163, AVENUE JOHN KENNEDY
 SOUISSI
 RABAT
 TEL: 0537753722 0537753725

A Rabat Le 14/11/2013 في

Compte n° 0181 N 000001617 Signature [Signature] التوقيع

S.A. MOROCCAN AGENCY FOR SOLAR ENERGY

Chèque - série AMK N° 771818 La signature ne doit pas atteindre le zone ci-dessous.

000007748184007830A00002835000001637A50#